

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

MESURES EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
Annexe 1 : Fiche projet Accélérateur ESS	12
Annexe 2 : Convention Accélérateur 2023	17
Annexe 3 : Fiche projet EMERGENCE	27
Annexe 4 : Convention EMERGENCE	31
Annexe 5 : Fiche projet FAIR	40
Annexe 6 : Convention FAIR	43
Annexe 7 : Fiche projet PARIS&CO	52
Annexe 8 : Convention PARIS&CO	56

EXPOSÉ DES MOTIFS

En septembre 2022, la Région a adopté sa deuxième stratégie de développement de l'Economie Sociale et Solidaire, écosystème stratégique de l'économie francilienne, tant pour la diversité des solutions qu'il propose que pour le rôle crucial de ses modèles sociaux et inclusifs sur les territoires.

La nouvelle stratégie pour l'économie sociale et solidaire poursuit ainsi 3 axes prioritaires déclinés en 11 objectifs opérationnels, présentés à l'écosystème lors d'une conférence de lancement ayant rassemblé plus de 200 participants à la Région le 23 novembre 2022, et dont la mise en œuvre a démarré dès le dernier trimestre 2022 :

- Soutenir la croissance durable de l'ESS en Île-de-France : en soutenant les projets de développement des structures de l'ESS via nos aides économiques et dispositifs d'accompagnement, en investissant en fonds propres dans les projets de l'ESS, en facilitant l'accès des projets de l'ESS au foncier vacant ;
- Faire de l'ESS un partenaire clé de l'économie francilienne, en renforçant les actions de sensibilisation des acteurs économiques et d'interconnaissance entre écosystèmes, de coopérations concrètes entre ESS et entreprises, de promotion des achats et des recrutements inclusifs ;
- Mettre l'ESS au cœur des grandes transformations de l'économie francilienne, en accompagnant les transitions écologiques et numériques du territoire en s'appuyant sur les expertises développées par l'ESS ;

Ces ambitions nous conduisent à proposer le renouvellement de plusieurs partenariats stratégiques, ainsi que la matérialisation de nouvelles actions liées aux objectifs de notre stratégie régionale :

- Le soutien à une nouvelle promotion de l'Accélérateur ESS, programme d'accompagnement au changement d'échelle des structures de l'ESS à fort potentiel. A la suite d'un processus d'Appel à Manifestation d'intérêt, nous avons auditionné 2 candidats et sélectionné comme opérateur HEC Paris ;
- Le soutien à la promotion 2023 du programme Emergence, porté par France Active, qui vise à accompagner des projets émergents de l'ESS dans la consolidation de leurs modèles et le lancement de leurs activités en Île-de-France ;
- Un nouveau partenariat avec le réseau FAIR pour l'organisation d'une convention d'affaires régionale, en lien avec l'action de mobilisation des acteurs de la finance solidaire intégré dans notre stratégie ESS ;
- Un nouveau partenariat avec l'Urban Lab de Paris&Co, pour le déploiement d'un groupe de travail autour de l'accès de l'ESS au foncier et immobilier francilien, objectif prioritaire de notre stratégie ESS ;
- Le renouvellement de notre adhésion annuelle au Conseil National des Achats ;

Les conventions proposées au vote intègrent les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1. Soutien à l'« Accélérateur ESS » pour le changement d'échelle des structures de l'ESS à potentiel

Ce rapport propose d'attribuer une subvention de **425 000 €** à HEC Paris pour la sélection et l'accélération de douze entreprises de l'ESS franciliennes accompagnées de 2023 à 2025, soit la sixième promotion d'entreprises accompagnées par le programme. L'objectif est d'apporter un

soutien opérationnel, de haut niveau et significatif en « volume d'accompagnement » à des entreprises de l'ESS qui souhaitent accélérer significativement leur développement pour démultiplier leur impact social.

2. Soutien à l'émergence de projets entrepreneuriaux à fort impact

Il est proposé de subventionner le programme « Emergence » porté par France Active Île-de-France à hauteur de **125 000 €**. Ce programme permet de répondre aux besoins spécifiques des porteurs de projet à impact social en mobilisant les expertises des réseaux spécialisés (notamment l'appui aux structures d'insertion par l'activité économique) dans la phase préalable à la création d'entreprise. L'organisation pluri-départementale des réseaux de France Active permet de soutenir les porteurs de projets au plus près des territoires.

3. Organisation d'une convention d'affaires de la finance solidaire

Il est proposé de subventionner à hauteur de **10 000€** le réseau FAIR (Financer Accompagner Impacter Rassembler) pour l'organisation d'une convention d'affaires francilienne, qui vise à faire se rencontrer autour porteurs de projets ESS en levée de fonds et des investisseurs solidaires du réseau FAIR et Finansol. Ces rendez-vous font l'objet d'un travail rigoureux de sourcing et de préqualification pour que les échanges puissent aboutir à des projets d'investissements à court ou moyen terme.

4. Participation au groupe de travail « Modèles hybride : comment mieux intégrer les acteurs de l'ESS dans nos villes ? »

Il est proposé de subventionner à hauteur de **18 000€** l'association PARIS&CO pour l'organisation et le déploiement d'un groupe de travail de plusieurs mois dédié à l'accès des acteurs de l'économie sociale et solidaire aux biens fonciers et immobiliers en Île-de-France. Ce groupe de travail rassemble plusieurs acteurs privés et institutionnels, ainsi que de nombreux experts de l'ESS (porteurs de projets, foncières solidaires...), autour de rendez-vous réguliers visant à aborder les modèles et solutions concrètes permettant de mieux intégrer l'ESS dans les projets immobiliers.

5. Adhésion au Conseil National des Achats (CNA)

En complément, il s'agit également de mobiliser les Directions Achats des entreprises franciliennes, pour qu'elles orientent davantage leurs achats en direction de l'ESS. Cela requiert de s'appuyer sur des coopérations avec le Conseil National des Achats, qui implique l'adhésion de la Région Île-de-France à ce réseau. Il est donc proposé d'affecter un montant correspondant au paiement de la cotisation annuelle à ce réseau, soit **4 320 €**.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 5 JUILLET 2023

MESURES EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU le Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la RDI (régime d'aide SA. 58995) notifié à la Commission européenne par les autorités françaises le 22 décembre 2014 ;

VU la délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale de développement économique et d'innovation : la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire : vers l'innovation sociale ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-612 du 13 décembre 2016 portant financement de l'entrepreneuriat : soutien aux réseaux du financement de la création de TPE et d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 portant mise en œuvre de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération CP 2017-586 du 22 novembre 2017 portant mise en œuvre de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à « devenir la première Smart Région d'Europe » ;

VU la délibération n° CP 2018-246 du 30 mai 2018 portant mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire – Programme régional Emplois-tremplin : affectation des postes votés 2012-2015 ;

VU la délibération n° CP 2018-426 du 17 octobre 2018 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2019-135 du 22 mai 2019 relative à l'entrepreneuriat et au soutien à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2019-306 du 03 juillet 2019 portant soutien à l'économie sociale et solidaire et à l'entrepreneuriat QPV ;

VU la délibération n° CP 2020-249 du 27 mai 2020 portant mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2020-529 du 18 novembre 2020 relative à l'innovation et l'industrie ;

VU la délibération CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération CR 2022-029 du 19 mars 2022 adoptant la Stratégie Impact 2028 (SRDEII) ;

VU la délibération CR 2022-048 du 22 septembre 2022 adoptant la Stratégie régionale pour l'Economie sociale et solidaire 2022-2028 ;

VU la délibération CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'économie sociale et solidaire et des achats responsables ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-268 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à un « Accélérateur des entreprises de l'ESS » dans le cadre du suivi de Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027

Décide de participer, au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 425 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 425 000 € à HEC Paris, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme RE 65-001 (565001) « Économie Sociale et Solidaire », action 565001024 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 :

Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle »,
Sous-volet 43 « Soutien à l'économie sociale et solidaire »,
Projet 4302 « Accélérateur ESS ».

Article 2 : Soutien au programme Emergence de France Active Ile-de-France, dans le cadre du suivi de Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027

Décide de participer, au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 125 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 125 000 € à France Active Île-de-France, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme RE 65-001 (565001) « Économie Sociale et Solidaire », action 565001024 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 :

Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle »,
Sous-volet 43 « Soutien à l'économie sociale et solidaire »,
Projet 4304 « Appui à la création des entreprises de l'ESS ».

Article 3 : Soutien à FAIR pour l'organisation d'une convention d'affaires de la finance solidaire, dans le cadre du suivi de Contrat plan Etat-Région 2021-2027

Décide de participer au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'ESS » au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 10 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 10 000 € à FAIR, prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme RE 65-001 (565001) « Économie Sociale et Solidaire », action 565001024 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 :

Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle »,
Sous-volet 43 « Soutien à l'économie sociale et solidaire »,
Projet 4303 « Coopérations entre l'économie classique et les structures de l'ESS ».

Article 4 : Soutien au groupe de travail « Foncier hybride et accès de l'ESS à l'immobilier » porté par Paris And Co, dans le cadre du suivi de Contrat plan Etat-Région 2021-2027

Décide de participer au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'ESS » au financement du projet détaillé en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 18 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 18 000 € à PARIS AND CO, prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme RE 65-001 (565001) « Économie Sociale et Solidaire », action 565001024 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 :

Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle »,
Sous-volet 43 « Soutien à l'économie sociale et solidaire »,
Projet 4303 « Coopérations entre l'économie classique et les structures de l'ESS ».

Article 5 : Adhésion au Conseil National des Achats (CNA) , dans le cadre du suivi de Contrat plan Etat-Région 2021-2027

Décide de verser une contribution de 4 320 € au CNA correspondant à la cotisation au titre de l'année 2023.

Affecte une autorisation d'engagement prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme RE 65-001 (565001) « Économie Sociale et Solidaire », action 565001024 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 :

Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle »,

Sous-volet 43 « Soutien à l'économie sociale et solidaire »,
Projet 4303 « Coopérations entre l'économie classique et les structures de l'ESS ».

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche projet Accélérateur ESS

DOSSIER N° 23005770 - Soutien à l' "Accélérateur des entreprises ESS d'Île-de-France" mis en œuvre par HEC Paris - 2023

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-65-65748-565001-400

Action : 565001024- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	850 000,00 € TTC	50,00 %	425 000,00 €
	Montant total de la subvention		425 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HEC PARIS

Adresse administrative : 1 RUE DE LA LIBERATION
78350 JOUY EN JOSAS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Eloïc PEYRACHE, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 20 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'appel a candidatures pour les lauréats a été lancée en juin 2023

Description :

Description :

A l'issue d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) diffusé le 4/04/2022, « Accélérateur au changement d'échelle des structures de l'Economie Sociale et Solidaire » portant sur des actions d'accompagnement de 2023 à 2025 (inclus), HEC Paris a fait connaître le dispositif mis en œuvre par son centre « IDEA – HEC » (Innovation, Data, Entrepreneurship, Accelération), d'Accélérateur au changement dédié spécifiquement aux structures de l'ESS, et a sollicité un cofinancement de celui-ci, à hauteur de 50%, sollicitation qui a reçu un avis favorable à l'issue d'un entretien de sélection mené le 28 avril 2023

Historique des relations avec ce bénéficiaire :

HEC Paris avait déjà été subventionné pour des promotions précédentes de ce même programme, à la suite de trois précédents AMI diffusés :

- HEC Paris avait été subventionné pour ce programme, à la suite d'un précédent AMI diffusé le 16/05/2019 portant sur des actions d'accompagnement de 2019 à 2021, ayant donné lieu à deux votes de subventionnement : CP 2019-306 et CP 2020-249
- puis à un vote de subventionnement en 2021 à la suite d'un AMI diffusé le 19/05/2021 pour des

- actions d'accompagnement de 2021 à 2022 inclus : CP 2021-335,
- puis à un vote de subventionnement en 2022 à la suite d'un AMI diffusé le 11/05/2022 portant sur des actions d'accompagnement de 2022 à 2024, ayant donné lieu à un vote de subventionnement : CP 2022-378
- Concernant ce dernier subventionnement (CP 2022-378), il a permis de soutenir une « promotion 2022-2024 » de 17 entreprises de l'ESS, dont 3 sociétés d'insertion (Green Hand Co, DM Compost et Esperance), et 5 sociétés de travail adapté ou protégé (ESAT Les Nefliers, ESAT les ateliers de Jemmapes, Emploi, Sotres et Févier d'or) et 1 coopérative (Telecoop). Le reste de structures étant des associations ou des entreprises avec agrément ESUS (Caracol, Promevil, Terravox, Bellastock, Olenergies, Tiptoque, Auticiel et Vitanovae)

Chacune a bénéficié :

- d'un diagnostic 360 de l'ensemble de ses process, qui a conduit à élaborer une feuille de route de chantiers stratégiques et/ou opérationnels à mener et prioriser pour préparer et amorcer le changement d'échelle,
- d'un accompagnement spécialisé pour chacun de ces chantiers thématiques identifiés, par des experts d'HEC.
- d'un mentor (apportant un conseil régulier sur la stratégie globale de l'entreprise, son positionnement marché et son pilotage)
- d'un accompagnement au jour le jour par un chargé d'accompagnement (3 cheffes de projet Accompagnement se répartissant les 17 entreprises de la promotion, et suivent également l'autre promotion en cours).

L'administration a établi un bilan très positif de ces précédents subventionnements. A noter d'ailleurs que les bénéficiaires eux-mêmes témoignent d'une très forte satisfaction, citant le très haut niveau de compétences des intervenants HEC, la disponibilité générale de leurs contacts (tuteurs, chargé d'accompagnement...), et l'excellente organisation générale du programme (articulation entre réflexion stratégique, accompagnement opérationnel, formations)

Ce programme présente un triple objectif :

- Soutenir les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire et leur capacité à créer des emplois ;
- Les accompagner dans la création de véritables filières d'activité à fort impact social, les plus intégrées possibles au développement économique global de l'Île-de-France ;
- Favoriser la création d'emplois locaux et inclusifs.

Il s'inscrit donc pleinement tant dans la stratégie de développement de l'ESS, que dans la stratégie globale de développement économique de l'Île-de-France (stratégie Impact 2028).

Ingénierie de programme :

L'ingénierie du programme « Accélérateur des entreprises inclusives de l'Île-de-France – promotion 2022 » avait été revue l'ingénierie par rapport à celle des années précédentes, en distinguant 2 parcours d'accompagnement distincts pour préciser les cibles accompagnées dans ce programme :

- un parcours de 9 mois destiné aux structures "solidaires" (ESAT, ateliers / chantiers d'insertion) rencontrant de forts enjeux de structuration et de conduite du changement en vue de passer un cap de développement ;
- un parcours de 24 mois marqué par un accompagnement intensif, de haut niveau et dans la durée autour des chantiers stratégiques permettant un changement d'échelle d'entreprises de l'ESS (entreprises d'insertion, entreprises adaptées, entreprises agréées ESUS, coopératives).

Pour la nouvelle promotion 2023 le parcours solidaire ne sera plus proposé, les structures accompagnées pour ce premier test ayant souhaité prolonger l'accompagnement qu'elles ont jugé être trop court.

Par ailleurs, d'un point de vue des thématiques fortes, ces deux enjeux seront prioritaires dans le sourcing

- la relocalisation de productions de biens et services stratégiques en Île-de-France,
- l'accélération de la transition sociale et environnementale au sein des chaînes de valeur.

Détail de l'ingénierie :

- Appel à candidature, largement diffusé dans l'écosystème de l'ESS, associé à des entretiens de

motivation et un jury de sélection,

- Diagnostic individualisé de chaque lauréat, permettant de coconstruire avec chacun une feuille de route d'accompagnement stratégique et opérationnel,
- Déploiement de l'accompagnement individuel durant 9 ou 24 mois selon le parcours,
- Programme de formation des dirigeants et cadres structurants en lien avec les autres promotions en cours dans le programme ;
- Mise en lien avec l'écosystème HEC : partenaires entreprises d'HEC et de l'Accélérateur, investisseurs, étudiants, chercheurs,
- Actions de communication générales (à destination de l'écosystème) de type « retour d'expériences et bonnes pratiques » sur le changement d'échelle de l'ESS,
- Mesure d'impact réalisée promotion par promotion en vue de fournir des indicateurs précis de qualité de l'accompagnement et d'évolution des entreprises.

Moyens alloués :

- Une équipe opérationnelle dédiée, avec 0,5 ETP de direction des opérations, 1 ETP de responsable du programme, 3 ETP de chefs de projet accompagnement (réparti sur 3 personnes en charge également du suivi de la promotion précédente), 0,5 ETP de responsable de data et 0,5 ETP Chargé de logistique/communication/événementiel (stage)
- L'appui des équipes HEC, notamment l'équipe IEC (volume estimé 25JH*2 ans), et différentes équipes intervenant en appui (volume estimé 25JH*2 ans).
- Des experts spécialisés, mobilisés au sein du réseau HEC et/ou d'autres réseaux partenaires (ex : Fondation Accenture), pour des volumes estimés suivants :
 - o Diagnostic : 3 JH par entreprise
 - o Appuis RH, Commercial, Stratégie avec l'incubateur HEC : 2JH par entreprise
 - o Appui opérationnel : 23 JH min. de Consulting HEC/Partenaires par entreprise/Missions Junior Entreprise, ainsi que 40 JH de type « Business Project »
- Des tuteurs dédiés à chaque entreprise (volume estimé 7JH par entreprise)
- Des formations pour les entrepreneurs et leurs équipes (8JH min. pour chaque entreprise)
- La mobilisation de nombreuses ressources au profit des entrepreneurs, en pro bono, notamment des mises à disposition de travaux encadrés d'étudiants, différents courts et coaching, office hours de l'incubateur, accès aux événements HEC sur le campus et dans les locaux parisiens d'HEC.

Pour la nouvelle promotion 2023 des temps dédiés aux rencontres et le partage entre pairs des anciennes promotions vont être prévus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET FORMATION
PROFESSIONNELLE/Accélérateur de l'ESS

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources humaines de l'équipe opérationnelle	406 092,00	47,78%
Accompagnement des entreprises lauréates	408 908,00	48,11%
Evénementiel et communication	35 000,00	4,12%
Total	850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	425 000,00	50,00%
Autres sources de financements privés (en cours de levée) et participation des bénéficiaires	425 000,00	50,00%
Total	850 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEF 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Annexe 2 : Convention Accélérateur 2023

CONVENTION N°23005770 RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'UN ACCELERATEUR POUR LES ENTREPRISES DE L'ESS – PROMOTION 2023

Entre

La région Île-de-France

dont le siège est situé : 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN,
représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP 2023-268 du 5 juillet 2023**

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

HEC PARIS

Etablissement d'enseignement supérieur consulaire immatriculé au RCS Paris sous le numéro 817 759 186

dont le siège social est situé : 8 avenue de la Porte de Champerret 75017 Paris
ayant pour représentant le Directeur général, Eloïc PEYRACHE,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Et après avoir rappelé que :

- la stratégie Impact 2028 pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en mai 2022 reconnaît le développement de l'Economie Sociale et Solidaire comme un axe stratégique du développement de l'économie francilienne,
- la Région Île-de-France a défini une nouvelle stratégie pour le développement de l'ESS, en septembre 2022, qui identifie notamment l'enjeu clé de soutenir spécifiquement les structures de l'ESS dans leur changement d'échelle,
- A l'issue d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) diffusé le 4/04/2022, « Accélérateur au changement d'échelle des structures de l'Economie Sociale et Solidaire » portant sur des actions d'accompagnement de 2023 à 2025 (inclus), HEC Paris a fait connaître le dispositif mis en œuvre par son centre « IDEA – HEC » (Innovation, Data, Entrepreneurship, Acceleration), d'Accélérateur au changement dédié spécifiquement aux structures de l'ESS, et a sollicité un

cofinancement de celui-ci, à hauteur de 50%, sollicitation qui a reçu un avis favorable à l'issue d'un entretien de sélection mené le 28 avril 2023,

- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 et modifié par délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022'
- A noter qu'HEC Paris avait été subventionné pour ce programme, à la suite d'un précédent AMI diffusé le 16/05/2019 portant sur des actions d'accompagnement de 2019 à 2021, ayant donné lieu à deux votes de subventionnement : CP 2019-306 et CP 2020-249 ; puis à un vote de subventionnement en 2021 à la suite d'un AMI diffusé le 19/05/2021 pour des actions d'accompagnement de 2021 à 2022 inclus : CP 2021-335, puis à un vote de subventionnement en 2022 à la suite d'un AMI diffusé le 11/05/2022 portant sur des actions d'accompagnement de 2022 à 2024, ayant donné lieu à un vote de subventionnement : CP 2022-378.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-268 du **5 juillet 2023**, la Région Île-de-France décide de soutenir l'accélérateur au changement d'échelle destiné aux entreprises de l'ESS pour les actions démarrées en 2023 (qui porteront jusqu'en 2025), dispositif porté par HEC Paris, dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe 1 de cette convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% du coût prévisionnel de l'action subventionnée, soit un montant maximum de 425.000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération et ses objectifs sont détaillés dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

L'action précitée comprend deux volets :

- Un volet lié à l'accompagnement individuel des porteurs de projet (projets de structuration et de déploiement de chantiers stratégiques de structures de l'économie sociale et solidaire en vue du changement d'échelle). La subvention afférente est d'un montant de 400.500€.
- Un volet lié à l'action collective. La subvention afférente est d'un montant de 24.500€.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage :

- réaliser, sous son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est décrit dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet » ;
- affecter la subvention à la réalisation des actions prévues dans le budget transmis en appui de la demande de subvention ;
- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;
- assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées ; et notamment, organiser le pilotage du programme d'action en associant la Région aux instances dédiées (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ; en sollicitant ces co-financement pour la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ;
- informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes ;

- mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régional ;
- tenir une comptabilité analytique au sein du projet entre les dépenses relevant du régime d'aide SA58995 RDI - pôle d'innovation et les dépenses liées à l'utilisation de la méthodologie de l'intermédiaire transparent
- fournir à la Région un bilan quantitatif et qualitatif de l'ensemble du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du programme.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période mentionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATION EN MATIERE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fonds public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné (et, au sein de cette comptabilité analytique, distinguer ce qui relève des dépenses « pôles d'innovation » et des dépenses « intermédiaire transparent »),
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux

établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Permettre et faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.4 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.
- Appliquer pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation du programme d'action, s'il y est soumis, au code de la commande publique.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Le bénéficiaire associe pleinement la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de presse...) liés aux projets subventionnés, en prenant l'attache des services de la Région (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, ...).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il regroupe l'ensemble des opérateurs du programme, la Région, les autres financeurs et tout organisme utile au bon déroulement du programme. Il se réunit chaque trimestre à l'initiative du bénéficiaire. Ce dernier est chargé du secrétariat et rédige le compte-rendu ou relevé de décisions de chacune des réunions du comité de pilotage

Le comité de pilotage est chargé de faire un point sur l'état d'avancement du projet et s'assure :

- de la bonne exécution du programme,

- de la cohérence de la mise en œuvre et du déroulement des actions du programme, voire de leurs éventuelles évolutions,
- de la pertinence des mesures adoptées aux fins d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats, ainsi que des suites qui lui seront données.

Des bilans qualitatifs et quantitatifs intermédiaires devront être présentés en comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de préciser la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du programme dès son lancement.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs généraux du programme définis dans la fiche projet (annexe 1), ainsi que spécifiquement sur l'évaluation de chaque action du programme (intérêt général des actions réalisées notamment au regard des objectifs de chaque entreprise bénéficiaire).

ARTICLE 2.8 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX AIDES D'ETAT

En vertu des règles relatives au financement public des acteurs de droit privé ou public effectuant des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises, le bénéficiaire certifie satisfaire aux conditions suivantes :

- ne pas être contrôlé en droit ou en fait par une entreprise ou un groupe d'entreprises membres,
- ne pas réserver l'exclusivité de ses résultats à ses membres,
- disposer d'une comptabilité analytique ou séparée, au sein du présent projet, permettant d'identifier les flux (coûts, revenus et autres ressources) par types d'actions telles que décrites ci-après (accompagnement individualisé et actions collectives).

Pour le volet 'Accompagnement individuel' :

La Région informe le bénéficiaire que l'aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 400 500 € pour le volet accompagnement individualisé.

Les actions listées dans la fiche-projet annexée à la présente convention et relatives à l'accompagnement individualisé des bénéficiaires (les entreprises intégrées au programme d'accélération) sont les suivantes :

- « Diagnostic individualisé de chaque lauréat, permettant de co-construire avec chacun une feuille de route d'accompagnement stratégique et opérationnel,
- Déploiement de l'accompagnement individuel durant 24 mois
- Programme de formation des dirigeants et cadres structurants en lien avec les autres promotions en cours dans le programme ;
- Mise en lien avec l'écosystème HEC : partenaires entreprises d'HEC et de l'Accélérateur, investisseurs, étudiants, chercheurs. »

Dans ce cadre, le bénéficiaire est chargé de répercuter cette aide sur les bénéficiaires finaux (les entreprises intégrées au programme d'accélération) sous forme d'accompagnement à leur changement d'échelle. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.

Le bénéficiaire sera chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat auprès de chaque bénéficiaire final : notamment le Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise.

Il devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.

Le bénéficiaire s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. Le bénéficiaire devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité du montant prévu, au titre de l'accompagnement individuel, n'est pas répercutée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, HEC Paris transmet annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final, le cas échéant.

HEC Paris conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet 'Actions collectives' :

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides SA.58995 relatif aux aides en faveur de la RDI adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 modifié sur le volet relatif aux aides en faveur des pôles d'innovation (point 5.2.3), à hauteur de 24 500€.

Les actions relatives au volet « actions collectives » sont les suivantes :

- « - Appel à candidature, largement diffusé dans l'écosystème de l'ESS,
- Actions de communication générales (à destination de l'écosystème) de type « retour d'expériences et bonnes pratiques » sur le changement d'échelle de l'ESS. »

Le bénéficiaire s'engage à respecter les conditions de ce régime, notamment l'accès aux activités pour les entreprises participantes à des conditions de marché et sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée ou analytique permettant de justifier, à la fois, l'absence de subvention croisée entre les deux volets décrits ci-dessus et en particulier l'absence d'aides indues pour le volet ' animation du consortium ' et également la répercussion totale de l'aide auprès des bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1: CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire, sur production d'un état récapitulatif des dépenses engagées, qui précise notamment, en fonction du type de dépense :

- les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, et dans la limite de 30% du montant total de la subvention prévisionnelle. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation

d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle. Dans le cas d'une demande d'acompte, **un état récapitulatif des dépenses** doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- **l'état récapitulatif complet des dépenses** qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
 - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
 - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- **un compte-rendu financier** (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;
- la production des justificatifs relatifs au recrutement de 2 stagiaires ou alternants (article 2.4 de la présente convention) : convention de stage signée, contrat de travail signé.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

La subvention régionale est versée au bénéficiaire en proportion du niveau d'exécution des dépenses constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention, et dans la limite du montant maximum indiqué à l'article 1.

Elle fait donc l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avèrerait inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée serait donc inférieure au montant maximum indiqué à l'article 1.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité. La convention prend fin à la date du versement du solde de la dernière subvention votée au titre du programme pluriannuel ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, ou en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe 1 « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-268 du **5 juillet 2023**.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour HEC PARIS
Le Directeur

Le

Pour la région Île-de-France
La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Eloïc PEYRACHE

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 – FICHE PROJET

Annexe 3 : Fiche projet EMERGENCE

DOSSIER N° 23005801 - SOUTIEN AU PROGRAMME EMERGENCE FRANCE ACTIVE ILE DE FRANCE 2023

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-65-65748-565001-400

Action : 565001024- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	490 760,00 € TTC	25,47 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE ACTIVE ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 12 RUE VIVIENNE
75002 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Lionnel RAINFRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : subvention attribuée sur l'année civile, les actions ayant démarré depuis le 1er janvier 2023.

Description :

France Active en Île-de-France propose un programme d'accompagnement à l'émergence de projets à impact social.

Le projet vise ainsi les objectifs suivants :

- Accompagner l'émergence de projets de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en Île-de-France
- Être une interface avec les acteurs et dispositifs de l'accompagnement à la création d'entreprises sur l'ensemble des territoires franciliens
- Offrir un accompagnement spécifique aux projets d'insertion en mobilisant l'expertise métier des réseaux de l'insertion FEI, Chantier Ecole, Coorace
- Être un véritable complément du DLA qui peut uniquement accompagner des structures existantes.

Le programme s'adresse à des porteurs de projets à impact positif social et/ou environnemental résidant en Île-de-France ou souhaitant s'y implanter. En 2022, la Région a soutenu la promotion à hauteur de 125

000€. Emergence a ainsi accompagné 111 lauréats, soit 76 projets de création (individuels ou collectifs), dont :

- 61% des lauréats sont des femmes,
- 39% de projets relevant de l'IAE,
- 63% de projets inscrits dans la transition écologique.

En 2023, le réseau France Active en Ile-de-France détectera et accompagnera de nouveaux projets de l'ESS vers la première levée de fonds en mobilisant des fonds nationaux destinés à l'amorçage de projets. Cette promotion 2023 compte 108 lauréats, soit 73 projets de création (individuels ou collectifs).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

France Active Ile-de-France percevra les fonds et les reversera aux associations membres de son réseau œuvrant dans le cadre du programme :

- 23 750 € : Paris Initiative Entreprise
- 23 750 € : France Active Seine et Marne Essonne
- 33 750 € : France Active Métropole
- 23 750 € : France Active Val d'Oise Yvelines
- 20 000 € : France Active Ile de France

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE/Appui à la création des entreprises de l'ESS

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	389 800,00	79,43%
Frais généraux	100 960,00	20,57%
Total	490 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	125 000,00	25,47%
DRIEETS IDF	80 000,00	16,30%
Banque des Territoires	20 000,00	4,08%
DRDFE	30 000,00	6,11%
FSE régional prévisionnel	15 000,00	3,06%
Autofinancement	220 760,00	44,98%
Total	490 760,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Annexe 4 : Convention EMERGENCE

**CONVENTION RELATIVE AU SOUTIEN DU PROGRAMME
EMERGENCE – FRANCE ACTIVE 2022
N° 22006784**

Entre

La Région Île-de-France

dont le siège est situé : 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN,
représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP 2023-268 du 5 juillet 2023**,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

France Active Île-de-France

Association loi 1901

dont le siège social est situé : 12 rue Vivienne, Lot 3, 75002 PARIS
ayant pour représentant son Président, Lionnel RAINFRAY

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

VU le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la RDI (régime d'aide SA. 58995) notifié à la Commission européenne par les autorités françaises le 22 décembre 2014 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Et après avoir rappelé que :

- par délibération CR 2022-029 du 19 mai 2022, la stratégie Impact 2028 (SRDEII) reconnaît le développement de l'Economie Sociale et Solidaire, et plus globalement des entreprises à fort impact social et environnemental, comme un axe stratégique du développement de l'économie francilienne,
- par délibération CR 2022-048 du 22 septembre 2022, la stratégie régionale de l'Economie sociale et solidaire contient un objectif d'accompagnement à la création d'entreprises de l'ESS en Île-de-France,
- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 et modifié par délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022'

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-268, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le programme EMERGENCE, porté par l'association France Active Île-de-France, destiné à accompagner l'émergence de projets à impact social et dont le descriptif, les objectifs détaillés ainsi que le plan de financement prévisionnel figurent dans la fiche projet en annexe 3 de cette convention. Ce soutien porte sur les actions du programme en 2023.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 25,47% du coût prévisionnel de l'action subventionnée, soit un montant maximum de 125.000 €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage :

- réaliser, sous son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est décrit dans l'annexe 3 dénommée « fiche projet » ;
- affecter la subvention à la réalisation des actions prévues dans le budget transmis en appui de la demande de subvention ;
- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées, y compris par les opérateurs bénéficiaires de reversements ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ; en sollicitant ces co-financement pour la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ;
- informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes ;
- mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régional ;
- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la période soutenue.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période mentionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Permettre et faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement du stagiaire ou alternant et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Produire un justificatif de recrutement du stagiaires ou alternant mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.
- Appliquer, pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation de la programmation, s'il y est soumis, au code de la commande publique.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Le bénéficiaire associe pleinement la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse...) liés aux projets subventionnés, en prenant l'attache des services de la Région (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, ...).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX AIDES D'ETAT

En vertu des règles relatives au financement public des acteurs de droit privé ou public effectuant des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises, le bénéficiaire certifie satisfaire aux conditions suivantes :

- ne pas être contrôlé en droit ou en fait par une entreprise ou un groupe d'entreprises membres,
- ne pas réserver l'exclusivité de ses résultats à ses membres,
- disposer d'une comptabilité analytique ou séparée permettant d'identifier les flux par types d'actions telles que décrites ci-après, et au sein de chaque type d'action par nature de coûts et par projet.

Ce financement régional est octroyé conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Le bénéficiaire est chargé de répercuter l'intégralité du financement régional sous forme d'accompagnement aux porteurs de projets bénéficiaires du programme EMERGENCE.

Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final. Pour cela, il respecte la réglementation des aides d'Etat lors de l'octroi de chaque accompagnement aux bénéficiaires finaux.

La réglementation applicable au niveau des bénéficiaires finaux peut notamment être le règlement de minimis n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis soit le régime SA. 100189 relatif aux aides en faveur des PME (volet jeunes pousses). Le bénéficiaire est chargé de vérifier le respect de l'ensemble des règles prévues par la réglementation applicable, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires finaux, des plafonds d'aides ainsi que des déclarations des aides perçues.

Le bénéficiaire envoie, à la demande de la région, des documents de reporting permettant de justifier que l'intégralité de la subvention régionale a été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement. Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, le bénéficiaire transmet annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant de l'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux

ARTICLE 2.7 : CONVENTION AVEC LES MEMBRES DU RESEAU DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à conclure avec les membres des réseaux de France Active Île-de-France impliqués dans la mise en œuvre du projet EMERGENCE une convention permettant la réalisation des actions subventionnées.

Cette convention prévoit notamment :

- la répercussion sur les membres du consortium des obligations de respect et de promotion de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ainsi que des obligations en matière de communication, fixées par la Région au bénéficiaire,
- la répartition du nombre de stagiaires entre les différents membres du consortium,
- que le reversement, par le bénéficiaire, d'une partie la subvention régionale à chaque membre du consortium est conditionné au respect de l'ensemble de leurs obligations,
- la réglementation européenne sur la méthodologie de l'intermédiaire transparent qui s'impose également aux membres du consortium.

La région autorise le bénéficiaire à reverser la subvention comme suit :

- 23 750 € : Paris Initiative Entreprise
- 23 750 € : France Active Seine et Marne Essonne
- 33 750 € : France Active Métropole
- 23 750 € : France Active Val d'Oise Yvelines
- 20 000 € : France Active Ile de France

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1: CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire, sur production d'un état récapitulatif des dépenses engagées, qui précise notamment, en fonction du type de dépense :

- les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance, dans la limite de 30% du montant total de la subvention prévisionnelle, à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle. Dans le cas d'une demande d'acompte, **un état récapitulatif des dépenses** doit

impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- **l'état récapitulatif complet des dépenses** qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
 - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
 - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- **un compte-rendu financier** (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;
- la production des justificatifs relatifs au recrutement de 2 stagiaires ou alternants (article 2.3 de la présente convention) : convention de stage signée, contrat de travail signé.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

La subvention régionale est versée au bénéficiaire en proportion du niveau d'exécution des dépenses constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention, et dans la limite du montant maximum indiqué à l'article 1.

Elle fait donc l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avèrerait inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée serait donc inférieure au montant maximum indiqué à l'article 1.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité. La convention prend fin à la date du

versement du solde de la dernière subvention votée au titre du programme pluriannuel ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, ou en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe 3 « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-268.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses

propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour France Active Île-de-France
Le Président

Le _____

Pour la Région Île-de-France
La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Lionnel RAINFRAY

Valérie PECRESSE

Annexe 5 : Fiche projet FAIR

DOSSIER N° 23005774 - Subvention événement "finance solidaire" avec FAIR 2023

Dispositif : Développement de filières stratégiques pour l'ESS (n° 00000812)

Délibération Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Imputation budgétaire : 936-65-65748-565001-400

Action : 565001024- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement de filières stratégiques pour l'ESS	30 764,00 € TTC	32,50 %	10 000,00 €
Montant total de la subvention			10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAIR FINANCER ACCOMPAGNER
IMPACTER RASSEMBLER
Adresse administrative : 34 BIS RUE VIGNON
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric Tiberghien, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 mai 2023 – 19 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : oui

Motivation démarrage anticipé : l'organisation de l'événement a démarré en mai 2023.

Description :

Votée en septembre 2022, la stratégie régionale pour l'ESS précise les objectifs quant au renforcement des outils en fonds propres pour les structures de l'ESS.

Dans son axe stratégique 1 « soutenir la croissance durable de l'ESS en Île-de-France », un objectif prioritaire que la Région s'est donné porte sur la mobilisation des outils de financement durable au service du développement de l'ESS. L'une des actions associées à cet objectif cible prioritairement la mobilisation des acteurs de la finance solidaire, qui vise à favoriser le dialogue et les rencontres entre financeurs et structures de l'ESS.

FAIR est le réseau de référence de la finance solidaire, ayant notamment développé le label Finansol afin de distinguer les produits d'épargne solidaire des autres produits d'épargne auprès du grand public et des porteurs de projets à impact social et environnemental.

1. Présentation des conventions d'affaires organisées par FAIR

Ces conventions d'affaires visent à faciliter la mise en relation entre les entreprises et associations à impact social en recherche de financement et les investisseurs, membres de FAIR, souhaitant diversifier leur portefeuille d'investissements.

En pratique il s'agit de permettre à chaque participant d'accéder à une série de rendez-vous privilégiés et pré-qualifiés avec des partenaires potentiels sur un journée et sur un même lieu.

Un travail approfondi d'analyse, de synthèse et d'aiguillage est réalisé par FAIR en amont de ces rencontres. En effet, leurs équipes collectent les éléments financiers historiques et prévisionnels (compte de résultat, bilan, plan de trésorerie), ainsi que des éléments stratégiques (hypothèses de croissance, détail du modèle économique, etc.) et extra-financiers (mission, publics ciblés, indicateurs d'impact, etc.). Ces informations sont ensuite compulsées et croisées avec les thèses d'investissement et d'impact des différents financeurs du collectif de FAIR.

Objectifs de la convention d'affaire francilienne 2023 :

- 30 financeurs présents, issus du réseau de FAIR
- 30 porteurs de projets présents (soit le double en comparaison aux dernières conventions d'affaires réalisées en 2022)
- 100 rencontres bilatérales réalisées le jour J entre les financeurs et porteurs de projets à impact.
- Le bilan de ces conventions sera réalisé au travers d'un questionnaire de satisfaction transmis aux participants à leur issue. Un second questionnaire sera mis en place en 2024, pour évaluer le nombre de financements effectivement en cours ou aboutis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET FORMATION

PROFESSIONNELLE/Coopérations entre l'économie classique et les structures de l'ESS

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
location salle / réception	16 000,00	52,01%	subvention région	10 000,00	32,50%
Impression badges et signalétique	1 000,00	3,25%	Autres financement (partenaires privés et auto-financement)	20 764,00	67,49%
ressources humaines	13 764,00	44,74%			
Total	30 764,00	100,00%	Total	30 764,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 6 : Convention FAIR

Convention n° 23005774

Relative au soutien au projet «Subvention convention d'affaires finance solidaire avec FAIR 2023»

Entre

La Région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2023-268 du 5 juillet 2023,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : FAIR

dont le statut juridique est : Association loi 1901

N° SIRET : 820 923 423 00025

Code APE : Tiberghien

dont le siège social est situé au : 34 bis rue Vignon, 75009 Paris

représenté par Monsieur Frédéric Tiberghien, dûment habilitée,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Et après avoir rappelé que :

- la stratégie Impact 2028 pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en mai 2022 reconnaît le développement de l'Economie Sociale et Solidaire comme un axe stratégique du développement de l'économie francilienne,
- la schéma de promotion des achats responsables (SPASER), également adopté en mai 2022, confère une place essentielle au développement des structures de l'ESS dans la commande publique et privé
- la Région Île-de-France a défini une nouvelle stratégie pour le développement de l'ESS, en septembre 2022, qui identifie notamment l'enjeu clé de favoriser le dialogue et les rencontres entre les structures de l'ESS et leurs financeurs.
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect de la délibération N°CR 2022-078 adoptée le 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP2023-268 du 5 juillet 2023 la Région Ile-de-France a décidé de soutenir FAIR pour la réalisation de son projet « convention d'affaires finance solidaire en Ile-de-France 2023 » dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement correspondant à 32,51% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 30 764€ TTC, soit un montant maximum de subvention de 10 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

L'aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire a pour obligations de :

- réaliser, sous son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est décrit dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet » ;
- affecter la subvention à la réalisation des actions prévues dans le budget transmis en appui de la demande de subvention ;
- garantir la réalisation du projet dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;
- assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées ; et notamment, organiser le pilotage du programme d'action en associant la Région aux instances dédiées (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ; en sollicitant ces co-financement pour la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ;
- informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution du projet ;
- mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régional ;
- fournir à la Région un bilan quantitatif et qualitatif de l'ensemble de l'évènement subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du projet.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATION EN MATIERE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fonds public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Permettre et faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.4 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de

la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il regroupe l'ensemble des opérateurs du projet, la Région, les autres financeurs et tout organisme utile au bon déroulement du projet.

Le comité de pilotage est chargé de faire un point sur l'état d'avancement du projet et s'assure :

- de la bonne exécution de l'évènement,
- de la cohérence de la mise en œuvre et du déroulement des actions de l'évènement, voire de leurs éventuelles évolutions,
- de la pertinence des mesures adoptées aux fins d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats, ainsi que des suites qui lui seront données.

Des bilans qualitatifs et quantitatifs intermédiaires devront être présentés en comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de préciser la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du projet dès son lancement.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs généraux du projet définis dans la fiche projet (annexe 1), ainsi que spécifiquement sur l'évaluation de chaque action du projet (intérêt général des actions réalisées notamment au regard des objectifs de chaque entreprise bénéficiaire).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1: CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire, sur production d'un état récapitulatif des dépenses engagées, qui précise notamment, en fonction du type de dépense :

- les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance limitée à 30% du montant de la subvention à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle. Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- l'état récapitulatif complet des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
 - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
 - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas,

par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;
- la production des justificatifs relatifs au recrutement de 1 stagiaire ou alternant (article 2.4 de la présente convention) : convention de stage signée, contrat de travail signé.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

La subvention régionale est versée au bénéficiaire en proportion du niveau d'exécution des dépenses constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention, et dans la limite du montant maximum indiqué à l'article 1.

Elle fait donc l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avèrerait inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée serait donc inférieure au montant maximum indiqué à l'article 1.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2023.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, ou en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de l'évènement subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée ' fiche projet ' adoptée par délibération N° CP2023-268 du 5 juillet 2023.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Le représentant légal du bénéficiaire
Frédéric Tiberghien,

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France

Prénom, Nom

Valérie PECRESSE

Annexe 7 : Fiche projet PARIS&CO

DOSSIER N° 23005740 - PARTICIPATION AU GROUPE DE TRAVAIL ESS ET IMMOBILIER – PARIS&CO

Dispositif : Développement de filières stratégiques pour l'ESS (n° 00000812)

Délibération Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Imputation budgétaire : 936-65-65748-565001-400

Action : 565001024- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement de filières stratégiques pour l'ESS	132 000,00 € TTC	13,63 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS&CO PARIS ET COMPAGNIE

Adresse administrative : 157 BD MACDONALD
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur LOIC DOSSEUR, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : oui

Motivation démarrage anticipé : les actions visées ont démarré en début d'année.

Description :

Paris&Co, l'agence d'innovation territoriale de Paris et de la métropole, agit comme un accélérateur de projets à impact, au travers de plusieurs dispositifs. Structurée en 4 pôles thématiques : divertissement (tourisme, édition industrie culturelle), solutions entreprises (fintech, transformation RH), vitalité (sport, santé et handicap) ainsi que ville durable (alimentation durable, économie circulaire, immobilier, logistique et mobilité), l'agence agit notamment au développement de ces secteurs à travers de l'incubation (500 projets incubés par an), de l'expérimentation, des analyses, de la mobilisation d'acteurs publics et privés.

Dans le cadre de ses actions de mobilisation, Paris&Co initie des groupes de travail sur des thématiques stratégiques pour les acteurs de l'Economie sociale et solidaire.

L'accès au foncier étant un levier essentiel au développement des structures de l'ESS, Paris&Co a souhaité dédier un groupe de travail spécifique sur cette thématique, et y convier notamment la Région Île-de-France au titre de sa stratégie de développement de l'Economie sociale et solidaire.

Ainsi, pendant plusieurs mois, seront réunis un groupe restreint d'acteurs - aménageurs, propriétaires, financeurs à la fois publics et privés – pour identifier, développer de nouveaux modèles et faire émerger

des solutions immobilières innovantes responsables, inclusives, économiques et écologiques. Parmi les acteurs privés, participeront Kaufman & Broad, Eiffage, Altarea et Bouygues Immobilier.

Ce groupe de travail couvre les objectifs suivants :

- Améliorer la connaissance de l'ESS auprès d'un réseau d'acteurs de l'immobilier
- Faire l'état d'outils et d'expérimentations innovantes visant à améliorer l'accès aux structures de l'ESS au foncier
- Inspirer et inciter les acteurs de l'immobilier participants à engager de nouvelles pistes d'action

Des professionnels de l'immobilier ayant déjà expérimenté de nouveaux modèles pour mieux intégrer l'ESS dans leur offre foncière - tels que, Base Commune, Belleville, etc. – seront présents pour faire part de leur expertise aux acteurs fonciers présents.

Les échanges et les réflexions émis dans le cadre de ce groupe de travail feront l'objet d'un livret, qui sera restitué lors d'un évènement de clôture.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention vise à financer toute l'ingénierie de projet associée à l'organisation de ce groupe de travail : participation d'experts spécialisés en immobilier social et solidaire ; animation des ateliers ; rédaction des livrables ; opérations de communication, etc.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET FORMATION

PROFESSIONNELLE/Coopérations entre l'économie classique et les structures de l'ESS

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Experts externes	10 800,00	8,18%
Expertise juridique	720,00	0,55%
Salaires animation du groupe de travail	62 400,00	47,27%
Salaires communication, création des supports, production de livrables	54 000,00	40,91%
Frais d'animation	4 080,00	3,09%
Total	132 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	18 000,00	13,64%
Adhésion Kaufman & Broad	30 000,00	22,73%
Adhésion Eiffage	24 000,00	18,18%
Adhésion Altarea	24 000,00	18,18%
Adhésion Bouygues Immobilier	18 000,00	13,64%
Adhésion EPFIF	18 000,00	13,64%
Total	132 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 8 : Convention PARIS&CO

DEVELOPPEMENT DES FILIERES STRATEGIQUES POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE FRANCILIENNE

CONVENTION N° 23005740 PARTICIPATION AU GROUPE DE TRAVAIL ESS ET IMMOBILIER – PARIS&CO

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-268 du 5 juillet 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

PARIS&CO PARIS ET COMPAGNIE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 40895436000033
dont le siège social est situé au : 157 BD MACDONALD, 75019 PARIS
ayant pour représentant : Monsieur LOIC DOSSEUR, Directeur général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'économie sociale et solidaire francilienne » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 93-12 du 22 novembre 2012.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect de la délibération N°CR 2022-078 adoptée le 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Au titre de sa nouvelle stratégie de développement de l'ESS, la Région a pour objectif prioritaire de faciliter l'accès des structures de l'ESS au foncier et à l'immobilier vacant. La Région a décidé de soutenir la démarche de groupe de travail initiée par Paris&Co, visant à rassembler les acteurs de l'immobilier (aménageur, propriétaire foncier, etc) et des collectivités autour de la problématique spécifique de l'accès des structures de l'ESS au foncier.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-268 du 5 juillet 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir le groupe de travail Immobilier et ESS, porté par Paris&Co, dont les descriptifs figurent dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention. Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 18 000 € TTC.

FICHE PROJET (REFERENCE IRIS)	BENEFICIAIRE	SUBVENTION REGIONALE	TAUX D'INTERVENTION
23005740	Paris&CO	18 000 €	13,63 %

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à sous initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet »,
- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;
- organiser le pilotage du programme d'action en invitant la Région à participer à ces instances (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;
- participer aux réunions concernant les bilans, l'échange, le suivi général, l'évaluation du programme subventionné,
- réunir les participants autour d'un bilan (quantitatif et/ou qualitatif) du projet subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant sa fin.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **1 stagiaire ou alternant** pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme Mes Démarches selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance du groupe de travail par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans leur organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation du programme d'action, s'il y est soumis au code de la commande publique.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Trois mois avant la date prévue pour les principales manifestations relatives à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire prend l'attache des services de la Région pour organiser la participation potentielle de la collectivité à cette occasion (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, ...).

Le bénéficiaire s'engage – sous réserve d'un accord unanime de l'ensemble des participants - – à autoriser à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

EVALUATION DES ACTIONS

A l'issue de la démarche, le bénéficiaire s'engage à associer la Région Île-de-France aux instances pertinentes pour participer aux décisions concernant l'exploitation, la restitution et la diffusion des travaux issus du groupe de travail.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

Cette subvention est octroyée sur la base du régime d'aides : Règlement de minimis 1407/2013, de la commission du 18 décembre 2013, et publié au JOUE L352/1 du 24/12/2013 modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020, relatif aux aides de minimis.

ARTICLE 3.2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30% de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.3.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.2. de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La période d'éligibilité des dépenses subventionnables est inscrite dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (dates prévisionnelles de début et de fin de projet).

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité.

Des subventions concernant le programme d'action, objet de la convention, peuvent être adjointes à cette convention pendant une période de 3 ans, sous réserve :

- de l'adoption par la commission permanente du programme d'actions annuel correspondant traduit en fiches projet,
- du vote des crédits correspondants par la commission permanente, dans la limite de leur disponibilité,
- de la signature par les bénéficiaires d'un avenant à cette convention auquel seront annexées les fiches projet correspondantes,
- de la présentation du bilan qualitatif et quantitatif intermédiaire.

La convention prendra fin à compter du versement du solde de la subvention votée ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaire ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-268 du 5 juillet 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux,

Le _____

Pour Paris&Co
Directeur général

LOIC DOSSEUR

Le _____

Pour la région Île-de-France
La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE